

Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1432/1 du 20 février 1998. — Amendements, n°s 1432/2 à 1432/11.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1432/12 à 1432/18. Rapport, n° 1432/19 du 5 février 1999 de MM. Landuyt et Barzin. — Texte adopté par la commission, n° 1432/20. — Amendements, n°s 1432/21 et 1432/22. — Rapport complémentaire, n° 1432/23 du 10 février 1999 de MM. Landuyt et Barzin. — Texte adopté par la commission, n° 1432/24. — Amendements, n° 1432/25. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1432/26.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 10 et 11 février 1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1276/1 du 12 février 1999. — Amendements, n° 1-1276/2. — Rapport, n° 1-1276/3 du 24 mars 1999 de MM. Goris et Vandenberghe. — Texte adopté par la commission, n° 1-1276/4. — Amendements, n°s 1-1276/5 à 1-1276/7. — Texte adopté par la commission après le renvoi par la séance plénière, n° 1-1276/8. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-1276/9.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} avril 1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 1432/27 du 2 avril 1999. — Amendements, n° 1432/28. — Rapport, n° 1432/29 du 26 avril 1999 de MM. Landuyt et Barzin. — Texte adopté par la commission, n° 1432/30. — Amendement, n° 1432/31. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1432/32.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 avril 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1432/1 van 20 februari 1998. — Amendementen, nrs. 1432/2 tot 1432/11.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 1432/12 tot 1432/18. — Verslag, nr. 1432/19 van 5 februari 1999 van de heren Landuyt en Barzin. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1432/20. — Amendementen, nrs. 1432/21 en 1432/22. — Aanvullend verslag, nr. 1432/23 van 10 februari 1999 van de heren Landuyt en Barzin. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1432/24. — Amendementen, nr. 1432/25. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1432/26.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 10 en 11 februari 1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1276/1 van 12 februari 1999. — Amendementen, nr. 1-1276/2. — Verslag, nr. 1-1276/3 van 24 maart 1999 van de heren Goris en Vandenberghe. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1276/4. — Amendementen, nrs. 1-1276/5 tot 1-1276/7. — Tekst aangenomen door de commissie na de terugzending door de plenaire vergadering, nr. 1-1276/8. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1276/9.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 1432/27 van 2 april 1999. — Amendementen, nr. 1432/28. — Verslag, nr. 1432/29 van 26 april 1999 van de heren Landuyt en Barzin. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1432/30. — Amendement, nr. 1432/31. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1432/32.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 april 1999.

F. 99 — 3198

[99/09662]

4 MAI 1999. — Loi complétant la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat, par les articles 38, § 5, 76, 1°, 78 à 85 et 95 à 112 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 38, § 5, de la loi du 25 ventôse an XI, rétabli par la loi du 4 mai 1999, il est inséré un troisième alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« Les autres membres effectifs et leurs suppléants sont désignés alternativement par la Chambre des représentants et par le Sénat à la majorité des deux tiers des votes émis. »

TITRE II. — Dispositions complétant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat

Art. 3. Dans l'article 76 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, inséré par la loi du 4 mai 1999, un 1° est inséré, rédigé comme suit :

« 1° de maintenir la discipline entre les membres de la compagnie et de prononcer toutes peines de discipline intérieure; »

Art. 4. Dans la même loi, modifiée par la loi du 4 mai 1999, il est inséré sous le titre III, section II, une sous-section 2 comprenant les articles 78 à 85, libellés comme suit :

« Sous-section 2. — Organisation - Représentation

Art. 78. Les membres de la compagnie élisent, au scrutin secret, parmi les membres qui exercent depuis au moins dix ans la fonction de notaire, le président de la chambre des notaires, et parmi l'ensemble des membres de la compagnie, les autres membres de la chambre des notaires.

N. 99 — 3198

[99/09662]

4 MEI 1999. — Wet tot aanvulling van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, met de artikelen 38, § 5, 76, 1°, 78 tot 85 en 95 tot 112 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 38 van de wet van 25 ventôse jaar XI, opnieuw ingevoegd door de wet van 4 mei 1999, wordt in § 5 een nieuw derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De overige werkende leden en hun plaatsvervangers worden, afwisselend door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat aangewezen met een tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. »

TITEL II. — Bepalingen tot aanvulling van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt

Art. 3. In artikel 76 van de wet van 25 ventôse jaar XI, ingevoegd door de wet van 4 mei 1999, wordt een punt 1° opgenomen, luidend als volgt :

« 1° de tucht onder de leden van het genootschap te handhaven en tuchtstraffen van eigen rechtsmacht uit te spreken; »

Art. 4. In dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, wordt onder titel III, afdeling II, een onderafdeling 2 bestaande uit de artikelen 78 tot 85 ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling 2. — Organisatie - Vertegenwoordiging

Art. 78. De leden van het genootschap kiezen, bij geheime stemming, uit de leden die sedert tenminste tien jaar het ambt van notaris uitoefenen, de voorzitter van de kamer van notarissen, en uit alle leden van het genootschap, de andere leden van de kamer van notarissen.

Le nombre des membres d'une chambre, en ce compris le président, est fixé à sept lorsque le nombre des notaires titulaires du ressort ne dépasse pas cinquante, à neuf lorsque ce nombre dépasse cinquante mais non cent cinquante, à douze au-delà de cent cinquante.

Art. 79. § 1^{er}. Le président est élu à la majorité absolue des suffrages émis par tous les membres présents de la compagnie, pour une période d'un an. Si après trois tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité requise, un quatrième tour de scrutin décisif est organisé entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour. Le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix lors de ce quatrième tour de scrutin est élu. En cas de partage des voix, le candidat le plus jeune est élu.

§ 2. La chambre des notaires doit compter au moins un membre issu de chaque arrondissement judiciaire de la compagnie.

Pour chaque tour de scrutin, les bulletins de vote comportent les noms des membres éligibles de la compagnie. Les candidats sont présentés par ordre alphabétique. Pour voter valablement, chaque électeur doit émettre, à chaque tour de scrutin, autant de suffrages qu'il y a de mandats à conférer.

Sont élus, sans préjudice du premier alinéa, les candidats qui lors d'un premier scrutin ont obtenu la majorité absolue des suffrages émis.

Si, lors d'un premier tour de scrutin, la majorité absolue n'a pas été obtenue pour tous les mandats à conférer, il est procédé à un deuxième tour de scrutin suivant les mêmes règles, pour les mandats restant à conférer.

Si, après le deuxième tour de scrutin, tous les mandats n'ont pas encore été conférés, il est procédé à un troisième tour de scrutin. Pour ce scrutin de ballottage ne sont retenus, en tenant compte du premier alinéa, que les candidats non élus, qui ont obtenu le plus de voix lors du deuxième scrutin. Le nombre de ces candidats est limité au double du nombre de mandats restant à conférer. Lors de ce scrutin de ballottage, les candidats qui ont obtenu le plus de voix sont élus. En cas de parité de suffrages, le plus jeune est élu.

Art. 80. Les membres de la chambre des notaires seront renouvelés chaque année, par tiers si le nombre de membres est divisible par trois, et par fractions approchant le plus du tiers lorsque tel n'est pas le cas. Le président n'est pas pris en compte pour ce calcul.

Aucun membre ne peut rester en fonction plus de trois années consécutives, en ce non compris un éventuel mandat de président.

Le membre de la chambre des notaires qui a été élu pour remplacer un membre décédé, démissionnaire ou destitué, achève le mandat de celui-ci, mais n'est pas immédiatement rééligible. Tout membre sortant est rééligible au plus tôt après qu'une année se soit écoulée depuis sa sortie de charge.

Le président ne peut en aucun cas rester en fonction plus de trois années consécutives.

Art. 81. Dans les quinze jours de l'assemblée générale de la compagnie tenue au mois de mai, les membres de la chambre des notaires élisent en leur sein, le syndic, le rapporteur, le secrétaire et le trésorier, qui entrent en fonction immédiatement.

Lorsque le nombre des membres de la chambre des notaires est de neuf ou de douze, elle peut élire en son sein un vice-président, un second syndic et un second rapporteur. Ces nominations particulières sont renouvelées chaque année. La réélection est autorisée.

Art. 82. Les fonctions au sein de la chambre des notaires sont exercées comme suit :

1° Le président convoque la chambre des notaires. Il dirige les débats et a voix prépondérante en cas de parité de suffrages. Il maintient l'ordre dans la chambre des notaires.

2° Le syndic est partie poursuivante contre les membres de la compagnie mis en cause. Il est entendu préalablement à toute délibération de la chambre des notaires qui est tenue de délibérer et décider sur tous ses réquisitoires. Il a, comme le président, le droit de la convoquer. Il poursuit l'exécution de ses décisions et agit, pour la chambre des notaires, dans tous les cas et conformément à ce qu'elle a décidé.

Het aantal leden van de kamer van notarissen, inbegrepen de voorzitter, wordt op zeven vastgesteld indien het aantal notarissen-titularis van het rechtsgebied niet groter is dan vijftig, op negen indien hun aantal groter is dan vijftig maar niet groter dan honderdvijftig, en op twaalf indien hun aantal groter is dan honderdvijftig.

Art. 79. § 1. De voorzitter wordt gekozen bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen door alle aanwezige leden van het genootschap voor een termijn van één jaar. Wanneer na drie stemronden geen enkele kandidaat de vereiste meerderheid heeft behaald dan wordt een vierde en beslissende stemronde gehouden tussen de twee kandidaten die in de derde stemronde het hoogste aantal stemmen behaalden. Bij deze herstemming is de kandidaat die de meeste stemmen behaalt verkozen. Bij staking van stemmen is de jongste verkozen.

§ 2. De kamer van notarissen moet minstens één lid tellen uit elk gerechtelijk arrondissement van het genootschap.

Voor elke stemronde bevatten de stembiljetten de namen van de verkiesbare leden van het genootschap. De kandidaten worden in alfabetische volgorde voorgesteld. Om geldig te stemmen, dient elke kiezer bij elke stembeurt evenveel stemmen uit te brengen als er mandaten te begeven zijn.

Verkozen zijn, onverminderd het eerste lid, de kandidaten die in de eerste stemronde de volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen behalen.

Indien bij een eerste stemronde niet alle mandaten toegewezen zijn, wordt voor de overblijvende mandaten een tweede stemronde gehouden volgens dezelfde regels.

Indien na de tweede stemronde nog niet alle mandaten werden toegewezen, wordt een derde stemronde gehouden. Bij deze herstemming komen, rekening houdend met het eerste lid, enkel in aanmerking de niet verkozen kandidaten die bij de tweede stemronde de meeste stemmen behaalden. Het aantal van deze kandidaten wordt beperkt tot het dubbel van het aantal nog te begeven mandaten. Bij deze herstemming zijn verkozen de kandidaten die de meeste stemmen behalen. Bij staking van stemmen wordt de jongste verkozen.

Art. 80. De kamer van notarissen wordt ieder jaar vernieuwd, voor een derde indien haar aantal leden deelbaar is door drie, of voor een gedeelte dat een derde het dichtst benadert indien zulks niet het geval is. De voorzitter wordt voor de bepaling hiervan niet meegeteld.

Een lid mag in geen geval gedurende meer dan drie opeenvolgende jaren aanblijven, een eventueel mandaat als voorzitter niet meegerekend.

Een lid van de kamer van notarissen dat gekozen is om een overleden, ontslagnemend of uit het ambt ontzet lid te vervangen, dient zijn mandaat uit, maar is niet onmiddellijk herkiesbaar. Een aftredend lid is pas herkiesbaar na verloop van een vol jaar na zijn aftreding.

Ook de voorzitter mag in geen geval gedurende meer dan drie opeenvolgende jaren aanblijven.

Art. 81. Binnen vijftien dagen na de algemene vergadering van het genootschap, gehouden in de maand mei, kiezen de leden van de kamer van notarissen uit hun midden de syndicus, de verslaggever, de secretaris en de penningmeester, die onmiddellijk hun functie opnemen.

Wanneer het aantal leden van de kamer van notarissen negen of twaalf bedraagt, kunnen zij uit hun midden een vice-voorzitter, een tweede syndicus en een tweede verslaggever kiezen. Deze bijzondere benoemingen worden ieder jaar hernieuwd. Hervervkiezing is toegestaan.

Art. 82. In de kamer van notarissen worden de functies als volgt uitgeoefend :

1° De voorzitter roept de kamer van notarissen bijeen. Hij leidt de debatten en bij staking van stemmen is zijn stem beslissend. Hij handhaaft de orde in de kamer van notarissen.

2° De syndicus treedt op als vervolgende partij tegen de leden van het genootschap aan wie enig feit ten laste wordt gelegd. Hij wordt gehoord vóór alle beraadslagingen door de kamer van notarissen, die verplicht is over al zijn vorderingen te beraadslagen en te beslissen. Hij heeft, net als de voorzitter, het recht de kamer van notarissen bijeen te roepen. Hij draagt zorg voor de uitvoering van haar beslissingen en treedt in alle gevallen op namens de kamer van notarissen overeenkomstig de door haar genomen beslissing.

3° Le rapporteur recueille les renseignements sur les faits mis à charge des membres de la compagnie et en fait rapport à la chambre des notaires. Il agit de même en matière d'avis.

4° Le secrétaire rédige les décisions, garde les archives et délivre les expéditions.

5° Le trésorier veille aux recettes et aux dépenses autorisées par la chambre des notaires. Il en rend compte à la chambre des notaires à la fin de chaque trimestre.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre chargé d'une des cinq fonctions précitées, un suppléant lui est désigné parmi les autres membres de la chambre des notaires, par le président ou, si celui-ci est absent ou empêché, par la majorité des membres présents. Néanmoins, les fonctions de président, de syndic et de rapporteur sont toujours exercées par trois personnes différentes.

Art. 83. La chambre des notaires se réunit au moins une fois par mois de l'année judiciaire, après convocation par lettre missive contenant l'ordre du jour, signée du président ou du secrétaire, et expédiée huit jours au moins avant la réunion.

Une réunion extraordinaire est convoquée selon les mêmes modalités lorsque le président ou le syndic le jugent utile ou à la requête motivée de deux autres membres ou à la requête du président du tribunal de première instance ou du procureur du Roi.

Art. 84. La chambre des notaires ne peut valablement délibérer et décider que lorsque deux tiers au moins de ses membres sont présents.

Tout membre de la chambre des notaires a voix délibérative. Néanmoins, lorsqu'il s'agit d'affaires où un membre de la chambre est partie, il doit se retirer pour la durée de la délibération et lors du vote.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix.

Art. 85. La chambre des notaires est représentée vis-à-vis des tiers, en justice et dans les actes publics ou privés, par son président et son secrétaire agissant conjointement, sans avoir à justifier d'une décision préalable, ou par un seul d'entre eux sur délégation spéciale. »

Art. 5. Il est inséré dans la même loi un nouveau titre IV, intitulé « De la discipline » et comprenant les articles 95 à 112, rédigé comme suit :

Section I^e. — Des peines disciplinaires

Art. 95. Tout membre d'une compagnie des notaires qui par son comportement porte atteinte à la dignité du notariat ou qui manque à ses devoirs peut faire l'objet des peines disciplinaires prévues à la présente section.

Art. 96. Les peines de discipline intérieure sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° le blâme;
- 3° l'amende disciplinaire de 5 000 à 200 000 francs, versée au Trésor.

L'amende disciplinaire peut être infligée en même temps qu'une autre peine.

Art. 97. Les peines de haute discipline sont :

A) pour les notaires — titulaires, associés ou suppléants :

- 1° l'amende disciplinaire de plus de 200 000 à 500 000 francs, versée au Trésor;
- 2° la suspension;
- 3° la destitution.

L'amende disciplinaire peut être infligée en même temps qu'une autre peine.

B) pour les candidats-notaires : la suspension ou la radiation du tableau;

C) pour les notaires honoraires : la suspension ou la perte de leur titre honorifique.

Section II. — De la procédure en matière de discipline devant la chambre des notaires

Art. 98. La chambre des notaires connaît des affaires disciplinaires à l'intervention du syndic, soit d'office, soit sur plainte, soit sur les dénonciations écrites du procureur du Roi.

3° De verslaggever wint inlichtingen in over de feiten die aan leden van het genootschap ten laste worden gelegd en brengt daarover verslag uit aan de kamer van notarissen. Hij handelt op dezelfde wijze wanneer advies moet worden uitgebracht.

4° De secretaris stelt de besluiten op, bewaart het archief en verstrekt de uitgiften.

5° De penningmeester int de ontvangsten en doet de uitgaven die door de kamer van notarissen zijn goedgekeurd. Aan het einde van elk kwartaal geeft hij daarvan rekenschap aan de kamer van notarissen.

Bij afwezigheid of verhindering van een lid dat met een van de vijf voornoemde functies is belast, wordt onder de andere leden van de kamer van notarissen een plaatsvervanger aangewezen door de voorzitter of, wanneer deze laatste afwezig of verhinderd is, door de meerderheid van de aanwezige leden. De functies van voorzitter, syndicus en verslaggever moet evenwel steeds door drie verschillende personen worden uitgeoefend.

Art. 83. De kamer van notarissen vergadert ten minste eenmaal per maand van het gerechtelijk jaar, na bijeenroeping bij gewone brief, ondertekend door de voorzitter of de secretaris, die ten minste acht dagen vóór de vergadering moet worden verzonden en waarin de agenda is vermeld.

Buitengewone vergaderingen worden op dezelfde wijze bijeengeroepen indien de voorzitter of de syndicus zulks nodig acht, of op gemotiveerd verzoek van twee andere leden, of op verzoek van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of van de procureur des Konings.

Art. 84. De kamer van notarissen kan pas geldig beraadslagen en beslissen als ten minste twee derde van haar leden aanwezig is.

Ieder lid van de kamer van notarissen heeft stemrecht. Als het evenwel gaat om aangelegenheden waarbij een lid van de kamer van notarissen partij is, moet dat lid zich voor de duur van de beraadslaging en voor de stemming terugtrekken.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van stemmen genomen.

Art. 85. De kamer van notarissen wordt ten aanzien van derden, in rechte en in openbare of private akten vertegenwoordigd door haar voorzitter en door haar secretaris, die, in het geval zij gezamenlijk handelen, niet hoeven te doen blijken van een voorafgaande beslissing, maar, wanneer zij alleen optreden, een bijzondere machtiging moeten hebben. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een nieuwe titel IV ingevoegd met het opschrift « Tucht », die de artikelen 95 tot 112 bevat, luidende als volgt :

Afdeling I. — Tuchtstraffen

Art. 95. Elk lid van een genootschap van notarissen dat door zijn gedrag afbreuk doet aan de waardigheid van het notariaat of dat zijn plichten verzuimt, kan de in deze afdeling bepaalde tuchtstraffen oplopen.

Art. 96. De tuchtstraffen van eigen rechtsmacht zijn :

- 1° terechtwijzing;
- 2° blaam;
- 3° tuchtrechtelijke geldboete van 5 000 tot 200 000 frank, die in de Schatkist wordt gestort.

De tuchtrechtelijke geldboete kan samen met een andere tuchtstraf worden opgelegd.

Art. 97. De hogere tuchtstraffen zijn :

- A) voor de notarissen - titularis, geassocieerde notarissen of plaatsvervangers :
- 1° tuchtrechtelijke geldboete van meer dan 200 000 tot 500 000 frank, die in de Schatkist wordt gestort;
 - 2° schorsing;
 - 3° afzetting.

De tuchtrechtelijke geldboete kan samen met een andere tuchtstraf worden opgelegd.

B) voor de kandidaat-notarissen : de schorsing of schrapping van het tableau;

C) voor de erenotarissen : de schorsing of het verlies van hun eretitel.

Afdeling II. — Tuchtprocedure voor de kamer van notarissen

Art. 98. De kamer van notarissen neemt, door toedoen van de syndicus, kennis van de tuchtzaken, hetzij ambtshalve, hetzij op klacht, hetzij op schriftelijke aangifte door de procureur des Konings.

Art. 99. Le membre de la compagnie mis en cause en est informé par le syndic par une lettre recommandée à la poste, indicative de l'objet. Cette lettre est signée par le syndic, et envoyée par le secrétaire, qui en tient note. Ladite lettre indique le lieu et les heures où le membre peut prendre connaissance du dossier concernant le fait pour lequel il est mis en cause.

Le membre concerné peut communiquer sa réaction par écrit ou oralement.

Art. 100. Si le syndic estime qu'un fait reproché doit être soumis à la chambre des notaires, il convoque le membre concerné à comparaître devant la chambre des notaires et communique le dossier au président de la chambre des notaires. Une copie de cette convocation est envoyée simultanément au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence du notaire concerné. Dans la convocation, il mentionne le fait pour lequel le membre est mis en cause, ainsi que le lieu et les heures où celui-ci peut prendre connaissance du dossier. Le membre convoqué peut être assisté par un notaire, un notaire honoraire ou un avocat. Il peut requérir, au plus tard huit jours après la convocation, que des témoins soient appelés par la chambre des notaires à la séance fixée pour les débats. Il peut également, dans le même délai, déposer des pièces à l'appui de sa défense.

La chambre des notaires appelle, pour être entendus, les membres de la compagnie qui sont parties à la cause ainsi que les tiers intéressés qui en ont exprimé le souhait. Chacun d'eux peut être assisté par un notaire, un notaire honoraire ou un avocat.

La chambre des notaires peut aussi appeler d'office les notaires intéressés. Chacun d'eux peut être assisté, ou représenté par un notaire, un notaire honoraire ou un avocat.

Art. 101. Le membre de la compagnie qui a été convoqué peut exercer son droit de récusation contre chacun des membres de la chambre des notaires appelés à statuer à son sujet pour les causes prévues à l'article 828 du Code judiciaire. Le droit de récusation peut également être exercé contre des membres de la chambre des notaires lorsque leur résidence ou le siège de leur association est situé dans le même canton judiciaire que la résidence ou le siège de l'association du membre convoqué.

Le membre convoqué doit, à peine de déchéance, adresser au plus tard trois jours avant les débats, au président de la chambre des notaires concernée, un écrit daté et signé, mentionnant les noms du ou des membres qu'il récuse, ainsi que les motifs de la récusation.

La chambre des notaires statue dans les quinze jours après réception de l'écrit, sur le bien-fondé de la récusation et la suite qui y est éventuellement donnée. Les membres récusés ne participent pas à ce débat ni au vote. Ils sont remplacés par des membres éligibles tirés au sort.

La décision motivée est notifiée dans le plus bref délai au membre convoqué de la compagnie.

Art. 102. La séance consacrée aux débats est fixée par la chambre des notaires en tenant compte d'un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours après la date fixée pour la comparution du membre mis en cause, devant ladite chambre des notaires.

Les débats sont publics sauf si le membre de la compagnie qui a été convoqué demande le huis clos.

Le membre mis en cause a le droit de présenter à cette séance, lui-même ou par la voix de son conseil tel que prévu à l'article 100, premier alinéa, ses moyens de défense. Les témoins appelés peuvent être interrogés tant par le membre mis en cause que par la chambre des notaires.

Art. 103. La chambre des notaires prend sa décision au scrutin secret, à la majorité absolue, après avoir entendu le syndic et le rapporteur qui ne participent pas à la délibération, ni au vote. La chambre des notaires peut infliger les peines disciplinaires prévues à l'article 96.

Art. 104. La décision est prononcée en audience publique, dans le mois de la clôture des débats.

La décision est motivée, consignée au registre destiné à cet effet et signée sur la minute par le président et le secrétaire à la séance même où elle est prononcée.

Chaque décision mentionne le nom des membres présents.

Art. 99. Het lid van het genootschap aan wie een feit ten laste is gelegd, wordt door de syndicus hiervan in kennis gesteld bij een ter post aangetekende brief waarin het feit wordt omschreven. Die brief wordt door de syndicus ondertekend en door de secretaris, die daarvan aantekening houdt, verzonden. Deze brief informeert het lid over de plaats en het tijdstip waarop hij kennis kan nemen van het dossier met betrekking tot het ten laste gelegde feit.

Het betrokken lid kan schriftelijk of mondeling zijn reactie laten kennen.

Art. 100. Wanneer de syndicus van oordeel is dat een ten laste gelegd feit aan de kamer van notarissen moet worden voorgelegd, roept hij dit lid op voor de kamer van notarissen en zendt hij het dossier over aan de voorzitter van de kamer van notarissen. Van deze oproeping wordt gelijktijdig een kopie overgezonden aan de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waar de betrokken notaris zijn standplaats heeft. In de oproeping maakt hij melding van het ten laste gelegde feit en van de plaats en het tijdstip waarop dit lid kennis kan nemen van het dossier. Het opgeroepen lid kan zich laten bijstaan door een notaris, een erenotaris of een advocaat. Hij kan, uiterlijk acht dagen na zijn oproeping, vorderen dat getuigen door de kamer van notarissen opgeroepen worden op de zitting vastgesteld voor de debatten. Hij kan ook, binnen dezelfde termijn, stukken ter staving van zijn verdediging neerleggen.

De kamer van notarissen roept de leden van het genootschap die bij de zaak betrokken zijn op, alsook de belanghebbende derden die daartoe de wens hebben geuit, om te worden gehoord. Elk van hen kan worden bijgestaan door een notaris, een erenotaris of een advocaat.

De kamer van notarissen kan ook ambtshalve de belanghebbende notarissen oproepen. Deze laatsten kunnen worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een notaris, een erenotaris of een advocaat.

Art. 101. Het lid van het genootschap dat opgeroepen werd, kan zijn recht van wraking uitoefenen tegen elk van de leden van de kamer van notarissen die over zijn zaak moeten beslissen om de redenen bepaald in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek. Het recht van wraking kan tevens uitgeoefend worden tegen leden van de kamer van notarissen wanneer hun standplaats of de zetel van hun associatie gelegen is in hetzelfde gerechtelijk kanton waarin de standplaats of de zetel van de associatie van het opgeroepen lid gelegen is.

Het opgeroepen lid richt hiertoe uiterlijk drie dagen voor de debatten, op straffe van verval, aan de voorzitter van de betrokken kamer van notarissen een gedagtekend en ondertekend geschrift waarin hij de naam vermeldt van het lid of de leden die hij wil wraken, met opgave van de redenen van de wraking.

De kamer van notarissen doet binnen vijftien dagen na ontvangst van het geschrift, uitspraak over de gegrondheid van de wraking en het gevolg dat er eventueel aan wordt gegeven. De gewraakte leden nemen geen deel aan dit debat noch aan de stemming. Zij worden vervangen door verkiesbare leden die door loting worden aangeduid.

Van de met redenen omklede beslissing wordt binnen de kortst mogelijke tijd aan het opgeroepen lid van het genootschap kennis gegeven.

Art. 102. De zitting voor de debatten wordt door de kamer van notarissen vastgesteld met inachtneming van een termijn die niet minder mag bedragen dan vijftien dagen na de datum waarop het lid aan wie een feit ten laste gelegd wordt, werd opgeroepen om voor die kamer van notarissen te verschijnen.

De debatten zijn openbaar tenzij het lid van het genootschap dat opgeroepen werd, om behandeling met gesloten deuren verzoekt.

Het lid aan wie een feit ten laste is gelegd, heeft het recht op die zitting, zelf of bij monde van de persoon die hem bijstaat, bedoeld in artikel 100, eerste lid, zijn middelen van verweer uiteen te zetten. De opgeroepen getuigen mogen zowel door hem, als door de kamer van notarissen ondervraagd worden.

Art. 103. De kamer van notarissen beslist bij geheime stemming met volstreekte meerderheid, na de syndicus en de verslaggever, die niet aan de beraadslaging en aan de stemming deelnemen, te hebben gehoord. De kamer van notarissen kan de in artikel 96 bepaalde tuchtstraffen opleggen.

Art. 104. De beslissing wordt binnen één maand na de sluiting van de debatten in openbare terechtzitting uitgesproken.

De beslissing wordt met redenen omkleed, in het daartoe bestemd register opgetekend en tijdens de zitting waarop zij werd uitgesproken, door de voorzitter en de secretaris op de minuut getekend.

Iedere beslissing maakt melding van de naam van de aanwezige leden.

Art. 105. Dans les huit jours du prononcé, la décision est notifiée, par lettre recommandée à la poste, au membre concerné et aux parties qui ont comparu. Il en est fait mention en marge par le secrétaire.

La décision prononçant une peine disciplinaire est communiquée au procureur du Roi du ressort, dans le même délai.

Art. 106. Si le prononcé disciplinaire est rendu par défaut, opposition peut être formée par le membre de la compagnie mis en cause, dans un délai de quinze jours à partir de l'envoi de la notification qui lui est faite.

L'opposition est adressée, par lettre recommandée à la poste, au secrétaire de la chambre des notaires.

L'opposition formée tardivement est déclarée irrecevable.

Toutefois, si le membre de la compagnie peut démontrer qu'il lui était impossible d'avoir connaissance de la sentence en temps utile, il peut former opposition extraordinaire dans un délai de quinze jours suivant le jour où il a effectivement eu connaissance de la sentence.

La chambre des notaires appelle l'opposant et lui donne l'opportunité de présenter ses arguments. Elle statue même en son absence. La décision est réputée contradictoire en tout cas.

Les dispositions de l'article 105 sont d'application.

Art. 107. La décision de la chambre des notaires est susceptible de recours devant le tribunal civil dans le mois de sa notification. Le recours est ouvert au membre concerné, au syndic et au procureur du Roi. Il est suspensif.

Le tribunal ainsi saisi, statue en dernier ressort.

Il ne peut infliger que les peines prévues à l'article 96 ou acquitter le membre de la compagnie mis en cause.

Section III. — De la procédure en matière de discipline devant le tribunal civil

Art. 108. Le tribunal civil peut être saisi par le procureur du Roi ou par la chambre des notaires sauf dans le cas où elle aurait prononcé une peine disciplinaire pour les mêmes faits. En cas de citation par la chambre des notaires, le syndic en informe simultanément le procureur du Roi.

La citation à comparaître devant le tribunal emporte dessaisissement de la chambre des notaires.

Art. 109. Le tribunal compétent est celui du ressort où le membre cité est ou a été en dernier lieu professionnellement actif.

Art. 110. § 1^{er}. Sauf dans le cas prévu à l'article 107, dernier alinéa, le tribunal peut infliger les peines prévues par les articles 96 ou 97.

§ 2. Les jugements du tribunal civil sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel. Ces décisions ne sont pas exécutoires par provision.

Le tribunal peut, pour la durée qu'il fixe, interdire au notaire contre qui il a prononcé la suspension ou la destitution, l'exercice de sa profession, nonobstant appel devant la cour d'appel. Les dispositions de l'article 112, § 4, sont applicables par analogie.

L'interdiction peut être levée, à tout moment par le tribunal de première instance ou la cour d'appel, à la demande du procureur du Roi ou du procureur général, de la chambre des notaires ou de l'intéressé.

§ 3. Tout notaire suspendu doit, pour la durée de la suspension, cesser l'exercice de sa profession. En cas d'infraction les peines, prévues sous le deuxième alinéa, lui sont applicables. Pendant la durée de la suspension, il ne peut pas assister à l'assemblée générale de la compagnie des notaires et il ne peut pas être élu membre de la chambre des notaires ou être élu représentant de la compagnie effectif ou suppléant à la Chambre nationale des notaires. Si l'intéressé a déjà été élu à une des fonctions précitées, il ne peut plus exercer cette fonction pendant la durée de la suspension et il doit être pourvu à son remplacement.

Tout notaire destitué, doit cesser l'exercice de sa profession, à peine de tous dommages-intérêts et, le cas échéant, des autres condamnations prévues par les lois contre tout fonctionnaire destitué qui continue l'exercice de ses fonctions.

Art. 105. Binnen acht dagen na de uitspraak wordt van de beslissing bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven aan het betrokken lid alsook aan de verschenen partijen. De secretaris vermeldt dit in de kantlijn.

Een beslissing waarbij een tuchtstraf wordt uitgesproken, wordt binnen dezelfde termijn aan de procureur des Konings van het rechtsgebied meegedeeld.

Art. 106. Als de tuchtstraf bij verstek wordt uitgesproken, kan het lid van het genootschap aan wie een feit ten laste is gelegd daartegen verzet aantekenen binnen vijftien dagen na de toezending van de kennisgeving.

Het verzet wordt bij een ter post aangetekende brief aan de secretaris van de kamer van notarissen gericht.

Indien het verzet te laat is gedaan, wordt het onontvankelijk verklaard.

Indien het lid van het genootschap echter kan aantonen dat hij onmogelijk tijdig kennis kon krijgen van de uitspraak, kan hij buitengewoon verzet aantekenen binnen een termijn van vijftien dagen na de dag waarop hij effectief kennis van de uitspraak heeft gekregen.

De kamer van notarissen ontbiedt de partij die verzet aantekent en geeft haar de gelegenheid haar argumenten naar voor te brengen. Zij doet, zelfs bij haar afwezigheid, uitspraak. De beslissing wordt in ieder geval geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

De bepalingen van artikel 105 zijn van toepassing.

Art. 107. Binnen één maand na de kennisgeving kan tegen de beslissing van de kamer van notarissen beroep worden ingesteld bij de burgerlijke rechtbank. Dit rechtsmiddel kan worden aangewend door het betrokken lid, door de syndic en door de procureur des Konings. Het heeft schorsende kracht.

De rechtbank waarbij het beroep is ingesteld, doet uitspraak in laatste aanleg.

Zij kan alleen de in artikel 96 bedoelde straffen opleggen of het lid van het genootschap aan wie het feit ten laste is gelegd, vrijspreken.

Afdeling III. — Tuchtprocedure voor de burgerlijke rechtbank

Art. 108. De procureur des Konings of de kamer van notarissen kunnen een zaak bij de burgerlijke rechtbank aanhangig maken, tenzij deze kamer van notarissen voor dezelfde feiten een tuchtstraf heeft uitgesproken. Bij dagvaarding door de kamer van notarissen, deelt de syndicus dit gelijktijdig mee aan de procureur des Konings.

De dagvaarding om voor de rechtbank te verschijnen heeft tot gevolg dat de zaak aan de kamer van notarissen wordt onttrokken.

Art. 109. De bevoegde rechtbank is die van het rechtsgebied waar het gedagvaarde lid professioneel actief is of laatst is geweest.

Art. 110. § 1. De rechtbank kan de in artikel 96 of artikel 97 bepaalde tuchtstraffen opleggen, behalve in het geval bedoeld in artikel 107, laatste lid.

§ 2. Tegen de beslissing van de burgerlijke rechtbank kan hoger beroep worden ingesteld bij het hof van beroep. Deze beslissingen zijn niet uitvoerbaar bij voorraad.

De rechtbank kan, voor de duur die zij bepaalt, aan de notaris tegen wie zij schorsing of afzetting heeft uitgesproken, een verbod om zijn beroep uit te oefenen opleggen, niettegenstaande hoger beroep. De bepalingen van artikel 112, § 4, zijn van overeenkomstige toepassing.

De rechtbank van eerste aanleg of het hof van beroep kan, op verzoek van de procureur des Konings respectievelijk de procureur-generaal, van de kamer van notarissen of van de betrokkene het verbod op elk ogenblik opheffen.

§ 3. De geschorste notaris moet, voor de duur van de schorsing, de uitoefening van zijn beroep stopzetten. Bij overtreding van deze bepaling zijn de straffen bedoeld onder het tweede lid van deze paragraaf op hem toepasbaar. Tijdens de duur van de schorsing mag hij de algemene vergadering van het genootschap van notarissen niet bijwonen en is hij niet verkiesbaar tot lid van de kamer van notarissen, noch tot vertegenwoordiger van het genootschap — of tot plaatsvervangend vertegenwoordiger — bij de Nationale Kamer van notarissen. Indien de betrokkene reeds tot één van de voormelde functies is verkozen, mag hij gedurende de duur van schorsing deze functie niet uitoefenen en moet er in zijn vervanging worden voorzien.

De notaris die uit zijn ambt is ontzet, moet de uitoefening van zijn beroep stopzetten, zulks op straffe van schadevergoeding en, in voorkomend geval, andere veroordelingen waarin de wet voorziet ten aanzien van openbare ambtenaren die ondanks afzetting hun ambt blijven uitoefenen.

Les dispositions qui précèdent sont d'application dès le moment où la décision prononçant la sanction est définitive.

Art. 111. § 1^{er}. En cas de destitution ou de suspension dont la durée excède quinze jours, il est procédé immédiatement à la désignation d'un suppléant, conformément à l'article 64, § 3, premier alinéa.

Si la durée de destitution ou de suspension n'excède pas quinze jours, un suppléant peut être nommé à la requête, soit du notaire destitué ou suspendu, soit de la chambre des notaires, soit du procureur du Roi. Selon le cas, l'avis du procureur du Roi ou de la chambre des notaires est requis. Si l'intéressé le demande, il est statué en chambre du conseil.

§ 2. Si en cas de suspension d'un notaire, un suppléant est désigné, celui-ci a droit au remboursement des frais qu'il a exposés et à la rémunération fixée par le président du tribunal après avoir sollicité l'avis de la chambre des notaires, le tout à charge du notaire suppléé. Les honoraires des actes reçus pendant la suspension sont affectés à la rémunération du suppléant et du personnel de l'étude et au paiement des frais généraux. Le surplus éventuel est versé au suppléant ou aux notaires qui ont instrumenté à la place du notaire suppléé. Le déficit éventuel est supporté par le notaire suppléé.

§ 3. En cas de destitution d'un notaire, le suppléant a droit aux honoraires des actes reçus pendant la suppléance, à charge de supporter la rémunération du personnel de l'étude et le paiement des frais généraux. Le déficit éventuel est supporté par le notaire suppléé.

§ 4. Si le notaire suppléé est acquitté en appel, il a droit à la différence entre les honoraires perçus par le suppléant, sous déduction de la rémunération de ce dernier, fixée par le président du tribunal après avoir sollicité l'avis de la chambre des notaires et, des sommes affectées pendant la suppléance à la rémunération du personnel de l'étude et au paiement des frais généraux.

Section IV. — De la suspension préventive

Art. 112. § 1^{er}. Le notaire qui fait l'objet d'une poursuite pénale ou d'une procédure disciplinaire à cause de faits qui sont passibles des peines de haute discipline, peut être suspendu préventivement, conformément aux modalités suivantes.

Le notaire concerné est cité en référé devant le président du tribunal de première instance par la chambre des notaires ou par le procureur du Roi. Dans ce dernier cas le président sollicite l'avis de la chambre des notaires.

S'il existe des présomptions sérieuses de bien-fondé des faits reprochés et s'il existe un danger manifeste que la poursuite de l'exercice de son activité professionnelle soit de nature à causer des préjudices graves à des tiers ou à apporter une atteinte notable à la dignité du notariat, tout notaire peut être suspendu préventivement par le président du tribunal de première instance pour tout au plus la durée de la procédure. La décision est exécutoire dès le prononcé, nonobstant toute opposition ou appel.

§ 2. S'il résulte de plaintes contre un notaire ou d'enquêtes, qu'il y a un danger manifeste que l'exercice de son activité professionnelle soit de nature à causer préjudice à des tiers ou à la dignité du notariat, tout notaire peut être suspendu préventivement par le président du tribunal de première instance, même avant qu'une procédure disciplinaire ou pénale ait été introduite.

La demande est introduite par requête unilatérale de la chambre des notaires ou du procureur du Roi. Dans ce dernier cas le président sollicite l'avis de la chambre des notaires.

La mesure ne peut être imposée que pour une durée maximale d'un mois. La décision est exécutoire dès le prononcé, nonobstant toute opposition ou appel.

§ 3. La mesure peut être levée, à tout moment, par le président du tribunal de première instance, sur requête du procureur du Roi, de la chambre des notaires ou de l'intéressé.

§ 4. Pendant la durée de cette mesure, le notaire suspendu préventivement ne peut exercer sa profession. Il ne peut signer la correspondance professionnelle ni recevoir de clients. Il a droit aux honoraires dus pour les actes passés pendant la période de la suspension préventive, sauf déterminé ce qui est au § 7.

§ 5. Lorsque la suspension préventive prononcée par le président du tribunal de première instance conformément au § 1^{er}, excède quinze jours, le président désigne immédiatement un suppléant, conformément à l'article 64, § 3, premier alinéa. Lorsque la suspension préventive n'excède pas quinze jours, le président du tribunal peut désigner un suppléant à la requête soit du notaire suspendu préventivement, soit de la chambre des notaires, soit du procureur du Roi. Selon le cas, l'avis du procureur du Roi ou de la chambre des notaires est requis.

Voorafgaande bepalingen zijn van toepassing vanaf het ogenblik dat de beslissing houdende uitspraak van de tuchtstraf definitief is geworden.

Art. 111. § 1. In geval van afzetting of schorsing voor méér dan vijftien dagen wordt overeenkomstig artikel 64, § 3, eerste lid, onmiddellijk een plaatsvervanger aangewezen.

Duurt de afzetting of de schorsing ten hoogste vijftien dagen, dan kan een plaatsvervanger worden aangewezen, op verzoek van hetzij de uit zijn ambt ontzette of geschorste notaris, hetzij de kamer van notarissen, hetzij de procureur des Konings. Naargelang het geval is het advies van de procureur des Konings of van de kamer van notarissen vereist. Indien de betrokkene erom verzoekt, wordt uitspraak gedaan in raadkamer.

§ 2. Indien bij schorsing van een notaris een plaatsvervanger wordt aangewezen, heeft deze het recht op betaling van de door hem gemaakte kosten, alsook op de vergoeding die de voorzitter van de rechtbank na advies te hebben ingewonnen van de kamer van notarissen vaststelt, dit alles op kosten van de vervangen notaris. Het ereloon voor de tijdens de schorsing verleden akten dient om de plaatsvervanger en het kantoorpersoneel te bezoldigen en de algemene kosten te betalen. Het eventuele overschot wordt gestort aan de plaatsvervanger of aan de notarissen die in de plaats van de geschorste notaris hebben geïnstrumenteerd. Het eventuele tekort wordt door de vervangen notaris gedragen.

§ 3. Wanneer een notaris uit zijn ambt is ontzet, heeft de plaatsvervanger recht op het ereloon voor de tijdens de plaatsvervangende verleden akten, waarmee hij de bezoldiging van het kantoorpersoneel en de algemene kosten moet betalen. Het eventuele tekort wordt door de vervangen notaris gedragen.

§ 4. Als de vervangen notaris in hoger beroep wordt vrijgesproken, heeft hij recht op het verschil tussen het ereloon dat de plaatsvervanger heeft ontvangen, na aftrek van de bezoldiging van deze laatste die door de voorzitter van de rechtbank wordt vastgesteld na het advies te hebben ingewonnen van de kamer van notarissen, en de bedragen die tijdens de plaatsvervangende zijn besteed aan de bezoldiging van het kantoorpersoneel en de betaling van de algemene kosten.

Afdeling IV. — Preventieve schorsing

Art. 112. § 1. Aan de notaris die het voorwerp uitmaakt van een strafrechtelijke vervolging of tuchtrechtelijke procedure wegens feiten die aanleiding kunnen geven tot een hogere tuchtstraf, kan een preventieve schorsing opgelegd worden overeenkomstig de volgende modaliteiten.

De betrokken notaris wordt in kort geding voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg gedagvaard, hetzij door de kamer van notarissen, hetzij door de procureur des Konings. In dit laatste geval wint de voorzitter het advies in van de kamer van notarissen.

Indien er ernstige vermoedens bestaan ten aanzien van de gegrondheid van de ten laste gelegde feiten en er kennelijk gevaar bestaat dat de voortzetting van zijn beroepsactiviteit derden ernstig nadeel kan berokkenen of in belangrijke mate afbreuk kan doen aan de waardigheid van het notariaat, kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg de betrokken notaris preventief schorsen voor hoogstens de duur van de procedure. De beschikking is, niettegenstaande enig verzet of beroep, vanaf de uitspraak uitvoerbaar.

§ 2. Indien uit klachten tegen een notaris of uit onderzoeken blijkt dat er kennelijk gevaar bestaat dat de voortzetting van zijn beroepsactiviteit derden ernstig nadeel kan berokkenen of in belangrijke mate afbreuk kan doen aan de waardigheid van het notariaat, kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aan de betrokkene, nog voor een tucht- of strafrechtelijke procedure werd ingeleid, een preventieve schorsing opleggen.

De vordering wordt ingeleid op eenzijdig verzoekschrift van de kamer van notarissen of van de procureur des Konings. In dit laatste geval wint de voorzitter het advies in van de kamer van notarissen.

De maatregel kan slechts voor een duur van maximaal één maand worden opgelegd. De beschikking is, niettegenstaande enig verzet of hoger beroep, vanaf de uitspraak uitvoerbaar.

§ 3. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg kan op verzoek van de procureur des Konings, van de kamer van notarissen of van betrokkene de maatregel op elk ogenblik opheffen.

§ 4. De notaris die preventief geschorst is, mag tijdens de duur van de maatregel zijn beroep niet uitoefenen. Hij mag de briefwisseling die verband houdt met zijn beroep niet ondertekenen en mag geen cliënten ontvangen. Hij heeft recht op het ereloon verschuldigd naar aanleiding van akten verleden tijdens de preventieve schorsing, behoudens hetgeen bepaald onder § 7.

§ 5. Indien de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, overeenkomstig § 1, de notaris meer dan vijftien dagen preventief schorst, stelt hij onmiddellijk een plaatsvervanger aan, overeenkomstig artikel 64, § 3, eerste lid. Duurt de preventieve schorsing ten hoogste vijftien dagen, dan kan de voorzitter van de rechtbank een plaatsvervanger aanstellen op verzoek van, hetzij de notaris die preventief geschorst is, hetzij de kamer van notarissen, hetzij de procureur des Konings. Naargelang het geval is het advies van de procureur des Konings of van de kamer van notarissen vereist.

§ 6. Lorsque la suspension préventive prononcée par le président du tribunal de première instance conformément au § 2, excède quinze jours, celui-ci désigne, sur requête de la chambre des notaires, un suppléant.

Lorsque la suspension préventive n'excède pas les quinze jours, le président du tribunal peut désigner un suppléant à la requête du notaire qui est suspendu préventivement ou de la chambre des notaires.

§ 7. Le suppléant, désigné conformément au § 5 ou au § 6, a droit au remboursement des frais qu'il a exposés et à la rémunération fixée par le président du tribunal de première instance après avoir sollicité l'avis de la chambre des notaires, à charge du notaire suppléé.

Le cas échéant, les §§ 2 et 4 de l'article 111 sont appliqués de manière analogue. »

TITRE III. — Disposition transitoire

Art. 6. Les membres désignés alternativement par le Sénat et la Chambre des représentants, conformément à l'article 38, § 5, troisième alinéa, de la loi du 25 ventôse an XI, rétabli par la loi du 4 mai 1999, seront désignés pour la première fois par le Sénat.

TITRE IV. — Disposition finale

Art. 7. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi. L'ensemble de la présente loi entrera en vigueur au plus tard lors de l'entrée en vigueur intégrale de la loi du 4 mai 1999 modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1433/1 du 20 février 1998. — Amendements, n°s 1433/2 à 1433/11.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1433/12 à 1433/20. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1433/21. — Amendements, n° 1433/22. — Rapport, n° 1433/23 du 9 février 1999 de MM. Landuyt et Barzin. — Texte adopté par la commission, n° 1433/24. — Amendements, n°s 1433/25. — Rapport complémentaire, n° 1433/26 du 10 février 1999 de MM. Landuyt et Barzin. — Texte adopté par la commission, n° 1433/27. — Amendement, n° 1433/28. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1433/29.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 10 et 11 février 1999.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1277/1 du 12 février 1999. — Amendements, n°s 1-1277/2. — Rapport, n° 1-1277/3 du 24 mars 1999 de MM. Goris et Vandenberghe. — Texte adopté par la commission, n° 1-1277/4. — Amendement, n° 1-1277/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} avril 1999.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 1433/30 du 2 avril 1999. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1433/31.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 avril 1999.

§ 6. Indien de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, overeenkomstig § 2, de notaris meer dan vijftien dagen preventief schorst, stelt hij, op verzoek van de kamer van notarissen een plaatsvervanger aan.

Duurt de preventieve schorsing ten hoogste vijftien dagen, dan kan de voorzitter van de rechtbank een plaatsvervanger aanstellen op verzoek van de notaris die preventief geschorst is of van de kamer van notarissen.

§ 7. De plaatsvervanger, aangesteld overeenkomstig § 5 of § 6, heeft, ten laste van de vervangen notaris, recht op terugbetaling van de kosten die hij heeft gemaakt, alsook op de vergoeding die door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg werd vastgesteld na het advies van de kamer van notarissen te hebben ingewonnen.

In voorkomend geval zullen de §§ 2 en 4 van artikel 111 op analoge wijze worden toegepast. »

TITEL III. — Overgangsbepaling

Art. 6. De leden die, overeenkomstig artikel 38, § 5, derde lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI, opnieuw ingevoegd door de wet van 4 mei 1999, afwisselend door de Senaat en de Kamer van volksvertegenwoordigers worden aangewezen, worden voor de eerste maal door de Senaat aangewezen.

TITEL IV. — Slotbepaling

Art. 7. De Koning stelt voor iedere bepaling van deze wet de datum van inwerkingtreding vast. De wet treedt in haar geheel in werking uiterlijk op het ogenblik van de volledige inwerkingtreding van de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1433/1 van 20 februari 1998. — Amendementen, nrs. 1433/2 tot 1433/11.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 1433/12 tot 1433/20. — Advies van de Raad van State, nr. 1433/21. — Amendementen, nr. 1433/22. — Verslag, nr. 1433/23 van 9 februari 1999 van de heren Landuyt en Barzin. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1433/24. — Amendementen, nr. 1433/25. — Aanvullend verslag, nr. 1433/26 van 10 februari 1999 van de heren Landuyt en Barzin. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1433/27. — Amendement, nr. 1433/28. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1433/29.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 10 en 11 februari 1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1277/1 van 12 februari 1999. — Amendementen, nr. 1-1277/2. — Verslag, nr. 1-1277/3 van 24 maart 1999 van de heren Goris en Vandenberghe. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-1277/4. — Amendement, nr. 1-1277/5.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 1433/30 van 2 april 1999. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1433/31.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 april 1999.